

Si on prend un peu de hauteur sur ce qui est en train de se passer en Bretagne, on se dit qu'on n'en est qu'au début de la Ruée vers l'Ouest qui a accompagné les deux années de pandémie Covid.

Les ressorts de ce « grand déplacement » vont continuer à se tendre:

- ⤴ Le réchauffement climatique, dont nous ne sommes qu'aux prémices va faire apparaître la Bretagne comme une terre où il fait bon vivre. Pas seulement pour y passer des vacances, mais aussi pour y trouver du travail, implanter son entreprise, s'installer en retraite, se mettre au frais ...
- ⤴ Le faible taux de chômage va très probablement perdurer, dopé par une économie dynamique. Longtemps terre d'émigration, la Bretagne va devenir une destination d'immigration majeure.
- ⤴ L'attractivité touristique va s'amplifier encore du fait de la relocalisation probable du tourisme et des atouts naturels et culturels de la région.

La Bretagne peut et doit accueillir cette nouvelle population, mais elle ne pourra le faire dans de bonnes conditions que si elle maîtrise le **OU** et le **COMMENT**, c'est à dire si elle se saisit des clés de **l'aménagement du territoire**.

Dans le cas contraire, les effets néfastes vont vite apparaître sur le plan social et environnemental ; ils créeront des tensions sociales fortes et finiront par dégrader la qualité de vie et à terme par créer un rejet du nouvel arrivant.

**Le logement** connaît déjà de vives tensions, empêchant les ménages modestes de devenir propriétaires sur un marché immobilier dopé par les demandes de résidences secondaires. Il limite déjà le potentiel touristique à cause de la difficulté de loger des saisonniers. Il va accentuer les tensions de recrutement. Plus globalement, le logement est un moteur de fracture sociale, il peut cliver la population entre ceux qui détiennent des biens peu occupés et ceux qui galèrent pour se loger. Éthiquement parlant, quelle est cette région de volets clos qui n'arrive pas à loger sa jeunesse ?

**Les transports** risquent de saturer, notamment si on n'arrive pas à sortir du « tout voiture », modèle largement dominant dans les politiques publiques C'est déjà le cas aux périphéries des métropoles de Rennes, Nantes de Brest. Les transports en commun sont insuffisants et récemment on a encore fermé des dessertes ferroviaires.. Il faut re-développer les petites lignes de proximité, promouvoir le vélo urbain, les bus à hydrogène. Les villes moyennes sont une chance pour la Bretagne. Jamais notre région n'a été plus prospère que quand elle a su jouer la synergie de proximité Ville moyenne/ arrière pays. Devant les nouveaux défis climatiques, une proximité bas-carbone est possible dans les villes moyennes, qui proposent l'essentiel des services et peuvent développer une ceinture verte. Encore faut-il que les transports non polluants permettent de s'y déplacer et d'interagir avec l'arrière pays.

**La préservation d'une eau pure** devient fondamentale. Les besoins d'eau potable et d'épuration vont s'accroître. Il faut être plus économe en eau et éviter les pollutions récurrentes et généralisées dont la Bretagne est championne. Sinon la progression démographique va se heurter à un mur sanitaire.

Sur ces trois points fondamentaux pour l'avenir de la Bretagne le gouvernement est totalement défaillant. Après la paralysie de la période Covid, et l'immobilisme de la période électorale, aucune proposition n'émerge pour apporter des solutions dans ces domaines qui semblent désintéresser la classe politique parisienne.

Cependant, le Conseil Régional a émis un vœu quasi unanime pour bénéficier de plus d'autonomie. Il est vrai que s'il attend, pour agir, d'avoir des compétences claires dans le système hyper centralisé actuel, il va se retrouver aux élections de 2029 sans avoir pu améliorer les problématiques des breton(ne)s. Il risque d'être encore plus mal élu qu'en 2021.

C'est donc la dévolution des compétences d'aménagement du territoire qu'il doit réclamer « **à haute et intelligible voix** », afin de positionner la région en animateur et fédérateur des collectivités locales et des forces vives de nos territoires, qui sur le terrain savent de quelles mesures elles ont besoin pour agir.

Même si la négociation avec l'état va être difficile, les élus régionaux s'honoreront en « réclamant la main » sur les dossiers complexes qui font la vie des Bretons : On pense notamment à la limitation des logements vacants, à la rénovation des centres urbains, aux transports en commun, au fret ferroviaire et maritime, à la qualité de l'eau, au réseau de santé publique etc.. La région peut se poser en alternative à l'état omnipotent et impotent.

Jean-Pol Kerjean